

**Convention collective**

**IDCC : 9831. – EXPLOITATIONS AGRICOLES**

**(Var)**

**(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

---

**AVENANT N° 114 DU 11 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397060M

IDCC : 9831

Entre :

La FDSEA du Var,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri ;

La FNAF CGT ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 64 est ainsi modifié :

« Article 64

*Prévoyance et retraite des cadres*

Les salariés cadres bénéficient des dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 modifiée qui définit un régime de prévoyance et d'assurance complémentaire frais de santé ainsi qu'un régime de retraite supplémentaire.

Le régime de prévoyance est amélioré par l'option "rente conjoint – formule 3", avec une cotisation de 0,39 % du salaire brut, répartie à 55 % à la charge du salarié et 45 % à la charge de l'employeur.

Le régime de retraite supplémentaire est amélioré en renforçant le taux d'épargne mensuel par une cotisation de 5 % du salaire brut limité à la tranche A, répartie à 55 % à la charge du salarié et 45 % à la charge de l'employeur.

Le descriptif de l'ensemble des garanties figure en annexe.

Tout employeur est tenu d'adhérer pour l'ensemble de ses salariés cadres à la caisse de prévoyance des cadres des entreprises agricoles (CPCEA), institut de prévoyance désigné pour assurer la gestion du régime, dont les coordonnées sont : CPCEA, groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

## **Article 2**

L'article 65 « Rente de conjoint » est supprimé.

## **Article 3**

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Brignoles, le 11 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### GARANTIE RENTE CONJOINT POUR LES CADRES

---

Les partenaires sociaux agricoles de la production agricole du Var ont souscrit un contrat collectif obligatoire auprès de la CPCEA pour la garantie rente conjoint, améliorant les dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952. L'assureur pour la rente conjoint est l'OCIRP.

Cette présentation n'est pas exhaustive : il est conseillé de se reporter aux notices d'informations sur les conditions générales et les garanties spécifiques, réalisées par la CPCEA.

#### Rente conjoint – formule 3 apportant les garanties suivantes en cas de décès du salarié cadre

Rente temporaire et/ou viagère. Lors du décès du salarié, son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin survivant bénéficie du versement d'une rente temporaire et/ou d'une rente viagère dont le montant est égal pour chacune de ces rentes à 5 % du salaire de référence.

La rente viagère se déclenche au décès du salarié au bénéfice de son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin survivant.

Si au décès du salarié, le conjoint survivant ne remplit pas les conditions pour bénéficier des pensions de réversion ARRCO et AGIRC, alors la rente viagère est complétée par le versement d'une rente temporaire.

Cette rente temporaire :

- diminue à la date à laquelle le bénéficiaire atteint l'âge normal pour prétendre au paiement de l'allocation de réversion au taux plein du régime ARRCO ;
  - cesse à la date à laquelle le bénéficiaire atteint l'âge normal pour prétendre au paiement de l'allocation de réversion AGIRC pour les droits correspondant au salaire excédant ce plafond.
- La rente viagère est versé jusqu'au premier jour du mois civil suivant le décès du bénéficiaire.

Majoration de la rente temporaire ou viagère : lorsqu'au décès du salarié, des enfants sont à sa charge, la rente temporaire et/ou viagère est majorée de 10 % par enfant restant à charge (si la rente est de 400 €, elle passe à 440 € avec un enfant à charge).

Capital substitutif : lors du décès du salarié, il n'y a pas de personne (conjoint, partenaire de Pacs ou concubin) ouvrant droit aux prestations de rente conjoint. Dans ce cas, un capital de substitution égal à 50 % du salaire de référence est versé au(x) bénéficiaire(s) éventuellement désigné(s), personne(s) physique(s) ; aux enfants du participant ; à défaut, les parents, frères et sœurs du participant ; à défaut, les héritiers.

Rente orphelin : si lors du décès du salarié, son ou ses enfants sont orphelins (de père et de mère), une rente temporaire égale à 10 % du salaire de référence leur sera attribuée. La date d'effet de la rente est fixée à 3U au premier jour du mois civil qui suit le décès, cette rente est versée trimestriellement à terme à échoir tant que l'orphelin répond à la définition d'enfant à charge, et en tout état de cause, sans condition jusqu'à l'âge de 21 ans.

Situations d'exclusions,  
c'est-à-dire celles où la garantie rente conjoint ne s'applique pas

Le bénéficiaire a commis ou fait commettre un meurtre sur la personne du participant et a été condamné pour ces faits par décision de justice devenue définitive.

La France est impliquée dans une guerre étrangère, sous réserve des conditions qui seraient déterminées par la législation à venir.

En cas de guerre civile ou étrangère dès lors que le participant y prend une part active.

Pour les sinistres survenus à la suite des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyaux d'atomes.

Comment est calculé le salaire de référence ?

La somme des rémunérations ayant donné lieu à cotisations, au titre des 4 derniers trimestres civils ayant précédé le décès ou l'arrêt de travail pour maladie ou accident.

Lorsque le participant a moins de 4 trimestres civils d'activité dans l'entreprise adhérente, ses rémunérations sont reconstituées sur 4 trimestres civils comme si l'intéressé avait effectivement exercé son activité. Toutefois, lorsque l'activité du participant correspond à moins de 3 mois, ses rémunérations sont reconstituées dans la limite de 3 mois maximum.

En cas de décès précédé d'une indemnisation au titre de l'incapacité temporaire ou permanente de travail, le salaire annuel brut est revalorisé en fonction du pourcentage d'augmentation du coefficient servant de base à la revalorisation des prestations concernées.

Fin des garanties

A la date de cessation de l'affiliation du salarié (date à laquelle il cesse d'appartenir au groupe assuré ou date de la rupture de son contrat de travail) ; ou à la date de résiliation du contrat d'assurance.

Pour toutes définitions, notamment celles de conjoint, partenaire de Pacs, concubin, enfant à charge, se reporter aux notices d'informations CPCEA.